

**Pour lutter contre les narcotrafiquants, il est nécessaire de mener une importante action de sensibilisation au niveau mondial, selon Dick Marty. Et il faut progressivement s'acheminer vers un marché contrôlé dans lequel la réglementation est définie en fonction de la dangerosité de la substance et de l'âge du consommateur.**

## Stupéfiants

# Comment le narcotrafic est devenu «too big to fail»

### L'AUTEUR



#### DICK MARTY

Docteur en droit, ancien procureur général du Tessin, conseiller aux Etats, conseiller d'Etat et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, pour laquelle il a mené différentes enquêtes qui l'ont fait connaître sur la scène internationale.

Après des décennies de faillites ruineuses dans la réponse sociale au problème des dépendances, on doit le dire clairement: le prohibitionnisme en matière de drogue et la criminalisation des consommateurs sont une voie sans issue. Plus, ils ont directement contribué à produire le plus important phénomène criminel de tous les temps, qui alimente toutes sortes d'autres trafics. L'argent de la drogue et les pratiques des organisations criminelles infiltrent l'économie avec un effet de contamination morale et de diffusion à grande échelle de la corruption.

Les enquêtes n'atteignent presque jamais les hauts étages du crime organisé. La répression des petits poissons sert en revanche, presque cyniquement, à entretenir un certain niveau des prix et à assurer des profits fabuleux à ceux qui gèrent les grands trafics.

L'argent facile de la drogue est en fait devenu un facteur économique de grande importance, ce qui explique aussi pourquoi

on ne s'attaque pas à la racine du problème. Si l'on pense que le chiffre d'affaires du trafic de drogue est estimé à environ 300 milliards de dollars par année, il est évident que cet argent est désormais devenu un véritable facteur de portée géopolitique. Il entretient de nombreux conflits, permet de financer des achats massifs d'armes de plus en plus sophistiquées, conditionne les choix de nombreux gouvernements, influence les structures socioéconomiques. J'ai entendu récemment un chercheur affirmer que si le trafic de drogue était éliminé, la plupart des familles des cités entourant Marseille ne seraient plus à même de payer leur loyer.

Des ressources énormes sont investies dans la répression, alors que le crime qui en contrôle le trafic prospère. Les institutions et la structure sociale de plusieurs pays ont été bouleversées par les narcodollars et les narcotrafiquants.

Nous sommes tous conscients qu'il n'existe pas de solution facile ni de solution idéale.

Je pense cependant que toute nouvelle solution présuppose que l'on soit conscient de ce qui est en train de se passer et du gâchis auquel a conduit la politique actuelle.

Une importante action de sensibilisation au niveau mondial est nécessaire. Ce travail est en cours depuis longtemps. En 1984 déjà, Milton Friedman, Prix Nobel d'économie, écrivait que la prohibition de la drogue favorisait le crime, sans en diminuer l'usage, et imposait un coût aberrant à la société. Une position analogue a été prise, par la suite, par la célèbre revue *The Economist*, ce qui fit sensation. D'anciens chefs d'Etat se sont réunis en groupe de travail et ont pris position en faveur d'une nouvelle politique de la drogue et contre l'actuel régime de prohibition. Il est à peine besoin de rappeler ici le rôle important joué par Ruth Dreifuss dans ce contexte. C'est un travail difficile, qui demande beaucoup d'énergie et beaucoup de temps.

Il faut ainsi convaincre les politiciens un peu partout dans le monde. La politique actuelle de la drogue est en effet ancrée, je dirai cristallisée, dans des conventions internationales qu'on ne pourra modifier qu'avec l'accord des principaux pays. Or, la peur de la drogue et les discours guerriers qui prônent la répression ont toujours la faveur de nombreux politiciens. Ce genre de discours, en effet, se prêtent bien à des tirades démagogiques et populistes, aujourd'hui plus que jamais à la mode.

Les chroniques parlementaires de ces dernières années démontrent, hélas, qu'à chaque fois que se pose un problème dans la société, il y a toujours de nombreuses voix, souvent majoritaires, pour proposer un durcissement des peines ou la création de nouvelles normes pénales. En Suisse, avant même de disposer d'une étude sérieuse quant aux conséquences sur la récidive de l'élimination des courtes peines de prison décidée lors de la dernière révision du Code pénal, il est devenu de bon ton, aussi bien à droite qu'à gauche, d'invoquer un retour à la case prison. C'est naturellement plus facile que d'essayer

de comprendre les raisons profondes de certains comportements et de mettre au point les remèdes les plus efficaces. Il y a exactement deux cent cinquante ans, Cesare Beccaria publiait son ouvrage *Dei delitti e delle pene*. Il démontrait que ce n'est pas la sévérité de la peine qui retient une personne de commettre une infraction, mais bien le degré de probabilité de se faire prendre; un enseignement qui a maintenu une actualité étonnante. Cette vérité devrait être rappelée avec force aux décideurs d'aujourd'hui qui tendent à faire exactement le contraire: diminuer les moyens à la disposition de l'Etat pour le social, l'éducation et la prévention, et, par ailleurs, durcir la répression pénale.

La politique de la drogue exige une approche cohérente et crédible pour être efficace. C'est loin d'être le cas aujourd'hui. La distinction entre substances légales et illégales apparaît aujourd'hui comme arbitraire, injuste et hypocrite. Je pense qu'il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie globale pour l'ensemble des substances psychotropes créant une dépendance. Cela ne veut nullement dire qu'on va traiter toutes les substances de la même façon. Il faut progressivement s'acheminer vers un marché contrôlé (cela existe déjà pour le tabac, l'alcool et les médicaments), dans lequel la réglementation est définie en fonction de la dangerosité de la substance et de l'âge du consommateur.

Dans de nombreux pays, les choses ont commencé à bouger. La distribution contrôlée d'héroïne a choqué au début, mais elle a démontré que, bien appliquée, elle contribuait à une réduction sensible des risques pour la santé, à une baisse de la criminalité et permettait une réintégration sociale qui ne paraissait guère possible auparavant. Quelques Etats ont libéralisé le cannabis. (...)

En matière d'addiction et sur la façon d'y faire face, j'ai beaucoup de doutes et, plus j'avance dans la connaissance de ce phénomène, plus les certitudes ont fondu comme neige au soleil. J'ai toutefois une conviction. La prohibition telle que nous l'appliquons est non seulement une faillite, mais elle entretient le phénomène criminel le plus important de tous les temps. Ce dernier a assumé une telle dimension que la

lutte que nous menons actuellement contre le trafic de drogue ne peut pas et ne pourra jamais être gagnée.

Pourquoi? Parce que les intérêts du crime organisé sont aujourd'hui à ce point entremêlés avec ceux d'autres acteurs économiques, politiques et sociaux qu'une disparition des narcodollars entraînerait

« La prohibition telle que nous l'appliquons est non seulement une faillite, mais elle entretient le phénomène criminel le plus important de tous les temps. »

une réaction en chaîne désastreuse. Le directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Antonio Maria Costa, a affirmé que les narcodollars ont contribué à sauver de la faillite des établissements bancaires de première importance lors de la tempête qui s'est abattue sur les marchés financiers mondiaux en 2008. Je laisse la responsabilité de cette affirmation à son auteur, qui n'est en tout cas pas le dernier venu. Ce qui est vrai, en tout cas, c'est qu'avec le prohibitionnisme le narcotrafic est en fait devenu aussi, comme certaines banques, *too big to fail!*

Seul un changement de paradigme est à même de nous offrir une meilleure perspective d'avenir. Il faut attaquer le trafic sur le terrain qui lui a assuré son fantastique succès, le marché. Ce marché que nous avons soutenu, financé, entretenu et qui a ainsi conféré une énorme plus-value à des substances qui n'avaient que peu de valeur. Au lieu d'essayer d'éliminer ce marché par des tentatives qui jusqu'à présent n'ont eu d'autre effet que de

le renforcer, il faut l'accepter comme une réalité, il faut l'occuper et le réguler. C'est finalement ce qu'on a fait avec l'alcool et le tabac.

La drogue est avant tout un problème de santé et il faut l'appréhender en tant que tel.

Certes, ce changement d'orientation fondamental de la politique de la drogue n'est pas facile et n'est pas sans risque; des erreurs seront inévitables. Des expériences intéressantes sont en cours et les désastres que l'on nous a annoncés ne se sont pas produits. Comme l'a bien dit récemment un chercheur français, l'ampleur de la catastrophe actuelle est telle que le risque de faire pire est très faible.

En fait, il ne s'agit ni d'imaginer ni de réaliser une société sans drogue, celle-ci n'a jamais existé. Le véritable défi est d'accepter l'existence des drogues et d'apprendre à vivre avec. La régulation du marché – avec le contrôle de la production et de la distribution en tenant compte de la dangerosité des substances – permettrait de diminuer sensiblement les profits des narcotrafiquants. Mais cela contribuerait également à diminuer fortement les risques pour les consommateurs puisque, par exemple, la plupart des morts dues à la consommation de drogues ne sont en fait pas provoqués directement par la substance, mais par le fait qu'elle est frelatée.

Les ressources financières que l'on économiserait dans le domaine de la répression et du système pénitentiaire permettraient d'intervenir avec plus d'efficacité sur la demande. Non plus avec le gendarme et la prison, mais avec une action de prévention cohérente.

Persister sur la voie actuelle serait en revanche reconnaître la victoire du crime organisé et lui assurer un avenir confortable. Le marché illégal de la drogue continuera à être florissant et à être présent partout, dans tous les milieux, même dans les structures les plus fermées et les mieux surveillées. Les narcodollars, comme évoqué plus haut, alimentent une corruption économique et morale aux plus hauts niveaux. Cette corruption est à mon avis la menace la plus grave pour nos démocraties. Oui, plus grave que le terrorisme. ■

Extraits d'une conférence publique donnée à l'Université de Genève par Dick Marty.